

Les hôpitaux italiens craquent sous l'afflux des malades du Covid

Alors que les restrictions localisées paraissent trop timides, des médecins demandent un confinement généralisé.

VALÉRIE SEGOND

ROME

LES AMBULANCES ont des heures d'attente aux urgences de l'hôpital Mauriziano de Turin, dont les couloirs sont envahis de brancards posés par terre. Ici, on s'est arraché les cheveux pour transférer des malades vers celui de Tortona, puis celui de Casale Monferrato. À Naples, devant le grand hôpital Cotugno, à la pointe de la lutte contre le Covid, les infirmières prennent en charge les personnes dans leur voiture. Un patient en attente d'hospitalisation a fini par être retrouvé mort aux toilettes de l'hôpital Cardarelli. À Castellammare di Stabia, au sud de Pompei, quatre patients sont morts dans les ambulances en attendant d'être pris en charge. En Lombardie, à l'hôpital San Gerardo de Monza, au Valduce de Côme, ou encore à celui de Circolo à Varese, autant d'établissements où il n'y a plus aucun lit disponible, on recherche désespérément des places dans les villes voisines. À Palerme, à Pise, à Bari, à Tarante... partout, cette épidémie a désormais un nom, inspiré des effondrements boursiers: «ospedali al collasso», le «krach des hôpitaux».

Même si les tout premiers signes de ralentissement de l'épidémie sont là, faisant espérer l'amorce d'une décrue en décembre, la seconde vague est si forte en Italie que les digues hospitalières sont en passe de céder. Avec ses 235 000 positifs entre les 4 et 10 novembre, qui portent à 590 000 le nombre de personnes actuellement contaminées, et ses quelque 3 000 morts en une semaine qui font de l'Italie le pays qui a connu le plus de victimes de l'épidémie en Europe (43 000), c'est un mur qui déferle sur tout le territoire.

Une vague si haute que, bien que seulement 5,8 % des cas soient soignés à l'hôpital, il y a déjà plus de

personnes hospitalisées dans toute l'Italie qu'il n'y en a eu au pic de la première vague, le 4 avril dernier: 30 000 personnes occupent déjà, selon la Fondation Gimbe, les deux tiers des lits consacrés à la pandémie. C'est plus de deux fois le seuil de 30 % que le gouvernement avait considéré comme «critique».

Mais certaines régions sont totalement saturées: au 10 novembre, selon la Fédération des praticiens de médecine interne, la Fadoi, 96 % des lits Covid sont occupés en Lombardie, 78 % en Campanie et dans le Latium. Dans le Val d'Aoste, le Piémont et en Ligurie, il a même fallu allouer des lits des services d'oncologie ou de chirurgie aux cas Covid.

Manque de personnel

L'épidémie étant moins mortelle que lors de la première vague, les lits de réanimation, qui ont été portés de 5 000 à 7 500, et qui sont occupés à 37 %, semblent aujourd'hui moins pris d'assaut. En fait, l'aggravation des cas se déclarant quelques semaines après l'infection, il y a un effet retard, mais qui promet d'être élevé, les malades restant en moyenne quinze jours à trois semaines en soins intensifs. Actuellement, le nombre de cas Covid en réanimation double tous les dix jours. Or, comme partout en Europe, le problème n'est pas tant le nombre de lits que la disponibilité d'anesthésistes-réanimateurs et de personnel médical spécialisé pour les faire marcher. «Il y a ce qu'il faut pour 5 000 lits, pas plus», dit-on chez les médecins. D'autant qu'en un mois, 19 200 médecins et infirmiers ont été infectés. Dans certains hôpitaux, plus de 10 % du personnel médical est en quarantaine.

Or cette fois, ils ne sont plus portés par le sentiment d'être les héros de la nation. «Ils sont aujourd'hui découragés, épuisés, stressés et en complet burn-out», confie Claudio

Zanon, directeur sanitaire de l'hôpital Valduce de Côme.

Aussi, la stratégie sanitaire «à l'allemande» de Rome qui, pour protéger l'économie, n'a mis au départ que quatre, puis cinq régions (1) en «zone rouge», deux en «zone orange», et la majorité en «zone jaune», avec des libertés de circuler à la carte, est de plus en plus critiquée. Si elle permet de faire évoluer les restrictions en fonction de l'avancée de l'épidémie - hier, cinq nouvelles régions ont été placées en zone orange (2) -, elle est illisible. Et surtout, trop timide pour une seconde vague très vigoureuse, elle met des hôpitaux sous-financés à rude épreuve.

Aussi, les médecins, qui redoutent ce qui les attend dans les prochaines semaines, réclament haut et fort un confinement national total pour un mois. Le président du conseil Giuseppe Conte tergiverse encore. Il attend de voir l'impact des premières mesures pour tenter d'éviter autant que possible une solution radicale, dont «les coûts seraient trop élevés», dit-il. «Si des mesures plus drastiques ne sont pas prises plus rapidement, d'ici un mois il y aura 10 000 morts de plus», alerte le président de l'Ordre national des médecins Filippo Anelli. ■

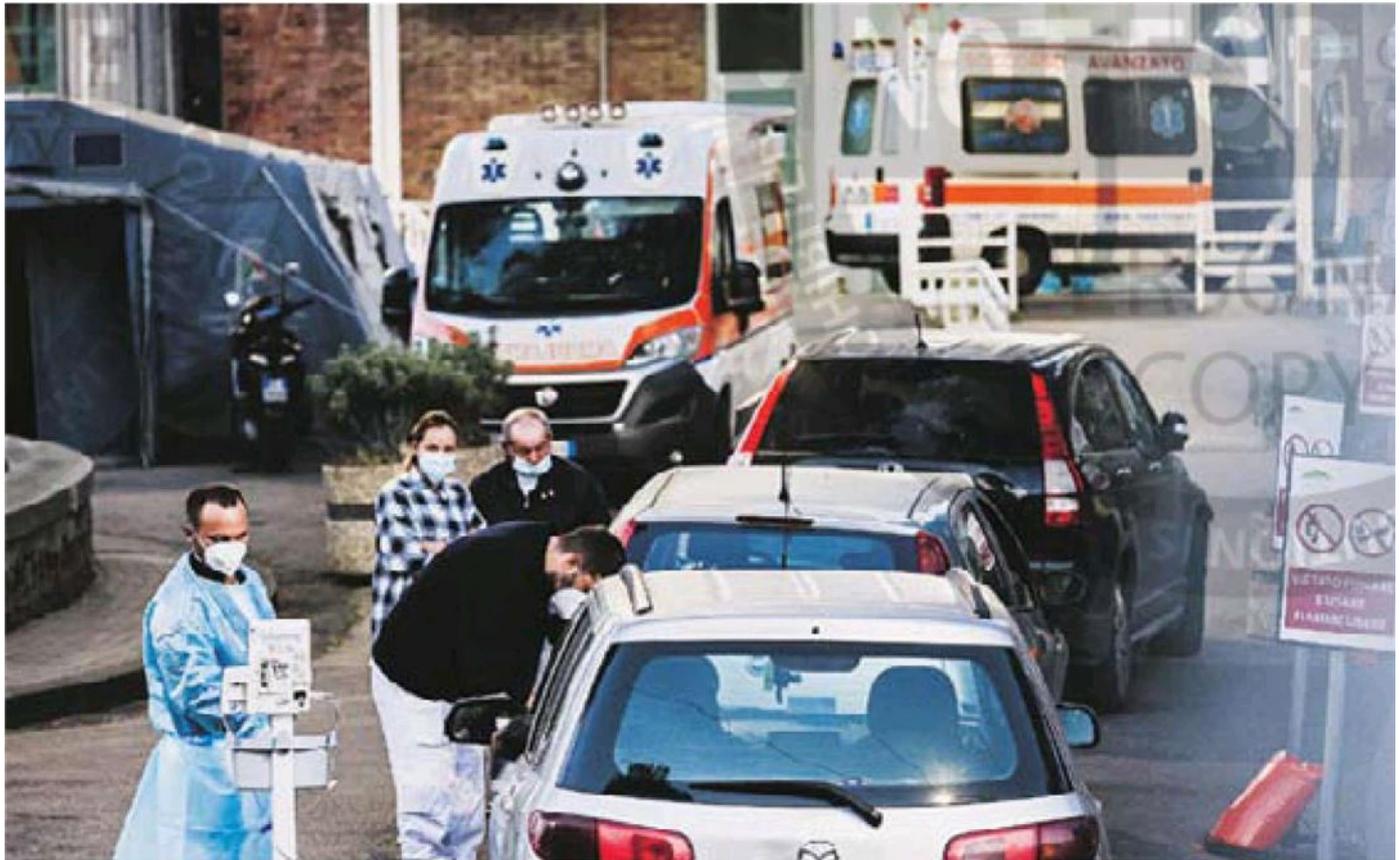
(1) La Lombardie, le Piémont, la Vallée d'Aoste et la Calabre, puis le Haut Adige.

(2) Les Abruzzes, la Basilicate, la Ligurie, l'Ombrie et la Toscane.

Les membres du personnel médical sont aujourd'hui découragés, épuisés, stressés et en complet burn-out

CLAUDIO ZANON,
DIRECTEUR SANITAIRE
DE L'HÔPITAL VALDUCE
DE CÔME





Sur le parking des urgences de l'hôpital Cotugno, à Naples, des agents de santé dépistent directement les arrivants dans leur voiture, le 11 novembre.

IPA/SIPA USA/REUTERS CONNECT



Peso:47%